

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 26 février 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORANO MINING (ex. AREVA NC)**

2 route de Lavaugrasse  
CS 30071  
87250 Bessines-Sur-Gartempe

Références : UID4243-DSSP-026-063  
Code AIOT : 0006107000

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 février 2026 dans l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) 42830 Saint-Priest-la-Prugne. L'inspection a été annoncée le 05/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est effectuée dans le cadre de la saisine de l'ASNR sur le dossier d'autorisation environnementale relatif au réaménagement du site.

Cette saisine a été cadrée par un courrier du 12/12/2025 qui demande à l'ASNR un avis sur :

- 1/ La démarche mise en œuvre par Orano Mining pour évaluer la stabilité à long terme de l'ouvrage ceinturant le stockage de résidus de traitement de minerais d'uranium après réaménagement au regard du rapport relatif à la tenue des ouvrages ceinturant les stockages des résidus de traitement de minerais d'uranium (version mai 2024) rédigé par le groupe de travail mis en place dans le cadre du PNGMDR ;
- 2/ l'efficacité de la couverture en place sur les résidus de traitement minier d'uranium au cours du réaménagement et à l'issue de celui-ci au regard de la limitation des flux de rayonnement gamma et de radon ;
- 3/ Les modalités de surveillance, en particulier de l'air et des eaux, prévues par Orano Mining pendant les travaux et à l'issue du réaménagement, dans l'objectif de mesurer et de limiter l'impact

des travaux et du réaménagement sur les riverains et l'environnement ;  
4/ les modalités de gestion des boues et des zéolithes issues du traitement des eaux de ce stockage de résidus de traitement minier d'uranium.

Les constats effectués dans le présent rapport ne constituent pas une synthèse des échanges avec l'ASNR mais des demandes de compléments sur le suivi environnemental du site lors de la phase chantier du projet de réaménagement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO MINING (ex. AREVA NC)
- St Priest la Prugne 42830 Saint-Priest-la-Prugne
- Code AIOT : 0006107000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;
- une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum. Les résidus de traitement ont été mis en place de 1959 à 1980.

Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235).

Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

**Thèmes de l'inspection :**

- Radioactivité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	dose efficace ajoutée	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 13	Sans objet
2	surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 25	Sans objet
3	gestion des substances ou déchets radioactifs	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 17	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que la phase chantier du projet de réaménagement soit soumise à l'instruction préalable du dossier d'autorisation environnementale, les projections en termes d'impact et de cette surveillance mériteraient d'être mieux détaillées. Ces attentes et demandes ont été formulées également lors de la précédente CSS.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : dose efficace ajoutée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour qu'en fonctionnement normal la dose efficace ajoutée, du fait de l'exploitation susceptible d'être reçue par les personnes, soit aussi faible que raisonnablement possible et qu'elle ne puisse jamais conduire à dépasser la limite fixée à l'article R. 1333-8 du code de la santé publique. Les installations sont gérées en respectant les principes mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 1333-1 du code de la santé publique. Les dispositions mises en œuvre pour le respect du présent article sont décrites dans l'étude d'impact visée aux articles R. 122-5 et R. 512-8 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué, dans le cadre de la présentation de son projet, que la couverture solide présenterait la même efficacité que la couverture liquide pour contenir le radon. Une des craintes portée par les riverains du site concerne la phase de chantier qui verra la constitution du dôme de résidus sous eau. Cette phase générera un brassage des résidus. Il est attendu que l'exploitant présente l'impact de cette phase en terme de dose efficace ajoutée à l'extérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe des limites d'activité, en activité volumique et en flux, pour les émissions de radionucléides, notamment sur la base des éléments décrits dans l'étude d'impact. L'arrêté préfectoral fixe les conditions de rejet dans l'environnement et impose notamment, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none"><li>- un suivi de l'activité volumique des radionucléides présents dans les effluents rejetés ;</li><li>- un suivi de l'activité totale rejetée ;</li><li>- la mise en place d'un plan de surveillance radiologique de l'environnement ;</li><li>- l'information périodique des communes concernées.</li></ul> Les moyens de mesures nécessaires à la mise en œuvre du plan de surveillance radiologique de l'environnement peuvent être mis en commun entre plusieurs installations autorisées.
<b>Constats :</b>  Actuellement l'exploitant dispose dans son arrêté préfectoral d'un plan d'une surveillance de ses rejets atmosphériques qui prévoit :

Les dispositifs de prélèvement d'air et de contrôle de la dosimétrie d'ambiance sont disposés sur le site afin de surveiller en continu l'activité alpha potentielle volumique des descendants à vie courte du radon 222 et le rayonnement gamma ambiant.

La localisation des stations de mesures, les paramètres suivis et la fréquence de prélèvement sont décrits dans le tableau ci-dessous :

Localisation du point de prélèvement	Paramètre	Fréquence
LAPRUGNE - Référence milieu naturel	EAP Rn222 Débit de dose	Mensuelle Trimestrielle
MOULIN ST - Moulin Saint Priest dans l'environnement proche	EAP Rn222 Débit de dose	Mensuelle Trimestrielle
SITE 1 - Sur site à proximité du bâtiment de la station de traitement des eaux	EAP Rn222 Débit de dose	Mensuelle Trimestrielle
SITE MCO - Sur site à proximité de l'ancienne mine à ciel ouvert	EAP Rn222 Débit de dose	Mensuelle Trimestrielle
SITE N GB - Sur site au nord du grand bassin	EAP Rn222 Débit de dose	Mensuelle Trimestrielle

L'exploitant propose dans ce dossier le suivi ci-dessous :

On constate qu'il a ajouté des points de surveillance chez les riverains immédiats du site. En revanche, concernant les points retenus pour le suivi du site, il retient les mêmes points que ceux actuellement suivis dans le cadre de sa surveillance du site alors qu'il aurait peut-être été attendu une proposition de nouveaux points de mesure sur site pour mieux suivre l'impact de la phase chantier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est attendu que l'exploitant se positionne sur la nécessité d'ajouter des points de surveillance sur site pour mieux suivre la phase chantier.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : gestion des substances ou déchets radioactifs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, dispositif de confinement

**Prescription contrôlée :**

<p>I. Des règles de construction, d'aménagement, d'équipement et d'exploitation des installations sont mises en place afin de garantir le confinement des substances ou déchets radioactifs.</p> <p>II. Lorsqu'il existe un risque de dissémination de substances radioactives, il existe toujours entre l'environnement et les substances ou déchets radioactifs au moins un dispositif passif de confinement.</p> <p>Les dispositifs de confinement font l'objet d'un contrôle périodique dont la fréquence est précisée par l'arrêté préfectoral en fonction du risque et du type de dispositif. Cette fréquence est au moins annuelle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La couverture liquide présente sur site est actuellement suivie en continu avec une surveillance de son niveau par radar. Des alarmes de niveau préviennent l'exploitant d'un dépassement de la hauteur du niveau d'eau.</p> <p>En revanche, lorsque cette couverture liquide sera remplacée par une couverture solide, il est attendu la mise en place d'une surveillance de cette couverture solide.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant proposera un plan de surveillance de sa couverture solide.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>